



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 6 juin 2022

Chine continentale

Point Covid ([ici](#))

Point sanitaire : la situation reste très tendue après la levée de la plupart des restrictions à Shanghai et Pékin

Conjoncture ([ici](#))

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3128 Mds USD en mai, en hausse de 0,26 % en glissement mensuel

Inflation : en mai, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir à +6,4 % en g.a., l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se stabilise à +2,1% en g.a.

Banque et finance ([ici](#))

Banques : la CBIRC demande aux géants de la gestion d'actifs de « nettoyer » les actifs non performants des petites banques

Risque opérationnel : publication d'un projet de mesures relatives à la cybersécurité des sociétés financières

Marché boursier : les marchés continuent de rebondir cette semaine

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Commerce extérieur : creusement de l'excédent grâce à la reprise des exportations

Commerce bilatéral : hausse des échanges sur les trois premiers mois de 2022

Industrie et numérique ([ici](#))

Economie numérique : l'enquête de cybersécurité à l'encontre de Didi Chuxing prendrait bientôt fin

Propriété intellectuelle : ASML accuse l'entreprise Dongfang Jingyuan Electron de vol de secrets commerciaux

Production avancée : l'Italie bloque une prise de participation d'une entreprise chinoise au sein d'un fabricant de composants pour la robotique

Jeux vidéo : 60 nouvelles licences accordées ; toujours aucune pour Tencent et NetEase

Spatial : Geely met en orbite les premiers satellites de sa constellation de fourniture de services de localisation et navigation, destinée au développement du marché des véhicules autonomes

Diplomatie : la Chine signe un accord sur la sécurité des données avec cinq pays d'Asie centrale

Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

Énergie : les fournisseurs de stockage d'énergie pourront participer aux marchés de l'électricité

Énergie : publication des règles de trading d'électricité verte dans les régions couvertes par State Grid

Marché carbone : report de l'échéance pour le réexamen des rapports d'émissions de 2021

Environnement : un avis sur l'étude d'impact sur l'environnement des grands projets allège les procédures environnementales pour relancer l'investissement dans les infrastructures

Transport aérien : légère reprise du trafic à l'occasion des fêtes des « Bateaux-dragons » et restauration progressive d'activité pour les aéroports de Shanghai et la compagnie China Eastern

Actualités régionales ([ici](#))

Shanghai : vers un retour à la normale du port de Shanghai

Shanghai : 30 mesures pour accélérer la reprise économique du district de Qingpu

Delta du Yangtze : l'industrie du tourisme durement frappée par la pandémie

Shanghai : Pudong devrait attribuer plus de 15 millions de CNY d'aides au secteur du contrôle qualité et de la certification

Hong Kong et Macao ([ici](#))

Hong Kong

Emissions obligataires : le gouvernement chinois réalisera pour 23 Mds RMB (3,43 Mds USD) d'émissions obligataires à Hong Kong en 2022

Cathay Pacific : renouvellement du prêt-relais du gouvernement hongkongais

Coût de la vie : Hong Kong demeure la ville la plus chère au monde

Macao

Mesures sanitaires : réduction de la quarantaine à l'hôtel pour les résidents de retour à Macao de 14 jours à 10 jours

Taiwan ([ici](#))

Relation UE Taiwan : tenue d'un premier dialogue économique bilatéral à haut niveau

Semi-conducteurs : TSMC confirme un CAPEX de 40 à 44 Mds USD en 2022

Inflation : l'indice des prix à la consommation a connu une nouvelle hausse en mai

Réserves de change : Taiwan progresse au 4ème rang mondial

Commerce extérieur : hausse continue des exportations en mai

TIC : le confinement en Chine impacte les livraisons de Mediatek

Mongolie ([ici](#))

Croissance économique : prévisions de croissance du PIB pour 2022 en baisse

Secteur bancaire : l'introduction en bourse des cinq banques principales repoussée

Secteur énergétique : situation précaire et inauguration de nouvelles centrales à charbon

Chine continentale

Point Covid

Point sanitaire : la situation reste très tendue après la levée de la plupart des restrictions à Shanghai et Pékin

En Chine continentale, la baisse du nombre de cas se confirme encore cette semaine, et le nombre de nouveaux cas quotidiens ne concerne désormais plus que moins du tiers des provinces de Chine continentale.

Si les situations à Shanghai et à Pékin semblent se stabiliser en termes de nombre de cas, le maintien du zéro covid durable apparaît toujours comme une course contre la montre quasi impossible à tenir, la contagiosité du virus étant extrême et de facto difficilement contrôlable. Des tests de masse vont être organisés à Shanghai ce week-end et Pékin subit également une nouvelle résurgence de cas suite à la réouverture des bars lundi dans la capitale.

Seulement 73 cas ont été déclarés pour la journée du 8 juin pour toute la Chine continentale, répartis dans 8 villes. L'essentiel des cas est concentré en Mongolie intérieure où un nouveau foyer de contaminations est apparu récemment.

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 128 Mds USD en mai, en hausse de 0,26 % en glissement mensuel

Selon la [*State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)*](#), les réserves de change s'établissent à 3 128 Mds USD en mai, en hausse mensuelle de 8,1 Mds USD par rapport à fin avril (+0,26 % en g.m.). Cette évolution est due à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et une intervention de la PBoC sur le marché des changes) ainsi qu'à des facteurs non transactionnels tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies).

Selon la SAFE, cette augmentation s'explique par l'appréciation des actifs libellés en autres devises que le dollar, alimentée par la dépréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) s'abaisse de 1,2 % en mai (relativement à un panier de devises), la livre, l'euro et le yen s'apprécient respectivement de 0,2 %, 1,8 % et 0,8 % vis-à-vis du dollar. S'agissant des facteurs transactionnels, la contribution de l'excédent commercial est forte en mai, s'élevant à 503 Mds RMB (78,8 Mds USD), en hausse de 79,1 % en g.a. Par ailleurs, les achats nets d'actions en Chine continentale via le programme *Hong Kong Stock Connect* en mai s'établissent à 16,9 Mds RMB, contribuant à une partie des capitaux entrants sur les réserves de change. Les données relatives aux obligations chinoises détenues par les investisseurs non-résidents en mai ne sont pas encore publiées.

Inflation : en mai, la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir à +6,4 % en g.a., l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se stabilise à +2,1% en g.a.

Selon le Bureau National des Statistiques (BNS), la croissance de [l'IPP](#) continue de fléchir à +6,4 % en g.a. en mai (contre +8 % en g.a. en avril). Cette évolution s'explique notamment par le ralentissement de la croissance des prix pour l'industrie extractive du charbon ainsi que de l'industrie de la fonte et du laminage des métaux non ferreux, en raison d'effets de base. En glissement mensuel, l'IPP ralentit aussi, affichant une hausse de +0,1 % en mai (contre +0,6 % en avril), malgré le niveau élevé, sur les marchés internationaux, des prix des produits de base servant d'intrants. Cette évolution est principalement liée au fort ralentissement des prix de l'extraction du charbon, lui-même causé par des mesures récentes pour accroître la production et garantir l'approvisionnement du charbon (-1,1 % en g.m. en mai contre +2,5 % en g.m. en avril).

En outre, la croissance de [l'IPC](#) se stabilise à +2,1 % en g.a. en mai et s'abaisse à -0,2 % en g.m. Cette contraction en base mensuelle s'explique notamment par la baisse du prix des légumes (-15,0 % en g.m. en mai contre -3,5 % en g.m. en avril) en raison de l'amélioration de la logistique de transport. Par contre, le prix du porc s'élève de +5,2 % en g.m. (contre +1,5 % en g.m. en avril). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise également, à +0,9 % en g.a. en mai.

L'écart entre l'IPC et l'IPP poursuit sa réduction pour s'établir à 4,3 points de pourcentage en mai contre 5,9 en avril, reflétant la transmission progressive de la hausse des coûts (auparavant principalement ressentie par les secteurs en aval dans les chaînes de valeur) jusqu'au consommateur final.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Banques : la CBIRC demande aux géants de la gestion d'actifs de « nettoyer » les actifs non performants des petites banques

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a publié de nouvelles règles pour les sociétés de gestion d'actifs (*AMC, asset management company*) concernant l'acquisition et la cession des actifs bancaires, et la participation aux plans de restructuration des petites et moyennes banques. Les AMC devront fournir un soutien technique comportant par exemple l'évaluation et la tarification des actifs, la conception des plans et des services de conseil. En vertu de ces règles, les institutions financières pourront transférer cinq types d'actifs aux AMC : les actifs des débiteurs en faillite, les principaux ou les intérêts en souffrance depuis plus de 90 jours, les obligations émises publiquement en défaut et les crédits ou les collatéraux connexes de prêts en souffrance en raison de la pandémie. Les AMC sont également encouragées à accroître modérément leurs émissions d'obligations pour financer l'acquisition et la cession de ces actifs non performants. Les banques commerciales et les compagnies d'assurance sont encouragées à souscrire à ces obligations. Pour mémoire, la Chine avait créé quatre AMC nationales en 1999 pour acheter, gérer et vendre un total de 1 400 Mds RMB de prêts improductifs auprès des quatre grandes banques commerciales d'Etat. Les quatre AMC nationales - *China Great Wall, China Orient, China Huarong et China Cinda* - représentent collectivement 90% du marché de la gestion des actifs irrécouvrables du pays. Une nouvelle AMC nationale avait été créée fin 2020, la *China Galaxy Asset Management*.

En outre, la CBIRC a récemment publié une liste de 43 actionnaires des banques ayant commis des « violations majeures des lois et réglementations ». Les actionnaires des petites et moyennes banques locales représentent 80% de cette liste (notamment des banques rurales et des banques villageoises du Liaoning, de Hohhot, de Mongolie intérieure, du Xinjiang, du Henan et du Guizhou). Pour mémoire, des milliers de déposants chinois tentent depuis près de deux mois de récupérer leurs fonds, après la suspension soudaine des retraits en espèces auprès de quatre banques du Henan, « Le principal actionnaire de ces quatre banques, *Henan New Fortune Group*, est soupçonné d'avoir collecté des fonds illégalement en utilisant des canaux en ligne et des systèmes tiers en collusion avec des initiés bancaires », a répondu la CBIRC le mois dernier après une enquête préliminaire.

La situation suscite plus largement des inquiétudes quant à la santé financière des petits prêteurs du pays. Actuellement, on compte 4 604 banques en Chine, dont 1 596 banques rurales, 600 banques coopératives rurales et 1 651 banques villageoises. Selon les « Résultats de la notation des institutions financières au quatrième trimestre 2021 » publiés par la banque centrale fin mars, les banques coopératives rurales et les banques villageoises sont toujours les plus risquées, avec respectivement 186 et 103 banques à haut risque.

Pour rappel, de 2018 à 2020, la CBIRC a procédé à une rectification spéciale des actionnaires des banques pour trois ans afin de normaliser et d'améliorer la gestion des capitaux propres et la gouvernance des petites et moyennes banques rurales. Depuis 2018, la CBIRC a exigé le traitement au total de 11 900 Mds RMB d'actifs bancaires non performants, dont 3 130 Mds RMB en 2021. Par ailleurs, depuis 2020, plus de 20 petites et moyennes banques ont réalisé des fusions et des restructurations.

Risque opérationnel : publication d'un projet de mesures relatives à la cybersécurité des sociétés financières

La CSRC a publié le 29 avril 2022 un projet de « Mesures de contrôle de la cybersécurité dans les secteurs de valeurs mobilières et de contrats à terme », traitant du fonctionnement sécurisé des réseaux, des contrôles à opérer, des interventions en urgence, de la sécurité des infrastructures, des responsabilités juridiques, entre autres.

Les établissements concernés devront :

- Maintenir pour la cybersécurité un nombre de techniciens et des dépenses correspondant à l'échelle et à la complexité des activités. La capacité du système d'information doit être d'au moins deux fois le pic historique constaté.
- Signaler en temps opportun à la CSRC la classification des risques et les modifications du niveau de protection donné aux composantes du système
- Pour la création, les modifications et la suppression de systèmes d'information d'importance, procéder à une évaluation des risques, effectuer des tests et préparer des plans d'intervention d'urgence.
- Enregistrer de manière complète et précise des comptes rendus d'activité, et les conserver plus de 20 ans.
- Sauvegarder les données dans au moins deux centres différents
- Effectuer tous les six mois au moins un stress test sur les principaux systèmes d'information et en rédiger un rapport, et participer au stress test sectoriel de la CSRC.
- Etablir un mécanisme d'examen pour la diffusion d'informations et renforcer le contrôle sur les informations diffusées par les établissements ou les utilisateurs.
- La CSRC peut désigner des institutions compétentes pour établir un centre de données de sauvegarde stratégique pour la sauvegarde et le contrôle centralisé des données sectorielles. Les établissements doivent soumettre au centre des données conformément aux règles.
- Etablir et améliorer des plans de détection et de réponse à un événement cyber.
- Préparer un rapport annuel sur la cybersécurité et le soumettre à la CSRC.
- La CSRC peut charger des institutions professionnelles de l'Etat ou du secteur d'aider les établissements dans leur travail de supervision ou d'inspection par des méthodes telles que les tests de pénétration ou les scans de vulnérabilité.

Aucune exigence de localisation des données sur le sol chinois n'a été mentionnée dans ce texte mais de nombreuses exigences existent déjà par ailleurs depuis la loi sur la cybersécurité de 2017.

Dans sa réponse cette semaine, l'ASIFMA (*Asia Securities Industry & Financial Markets Association*, Hong Kong) a exprimé ses craintes concernant l'exigence de centralisation de données sectorielles, qui pourrait renforcer la vulnérabilité des données, et la réalisation de tests de pénétration par des parties tierces, qui pourraient renseigner sur les failles de leurs réseaux.

Marché boursier : les marchés continuent de rebondir cette semaine

Avec l'assouplissement des mesures de confinement dans les villes de Shanghai et de Pékin et le rétablissement de la confiance des investisseurs, le marché boursier chinois continue de rebondir cette semaine. Les bourses de Shanghai, Shenzhen et Beijing ont gagné respectivement de 632 Mds RMB, 300 Mds RMB et 4,4 Mds RMB de

capitalisation pendant la semaine. Les flux de capitaux entrants nets ont atteint 36,8 Mds RMB. A l'exception du 9 juin, les volumes d'échange journaliers de cette semaine ont tous dépassé 1 000 Mds RMB.

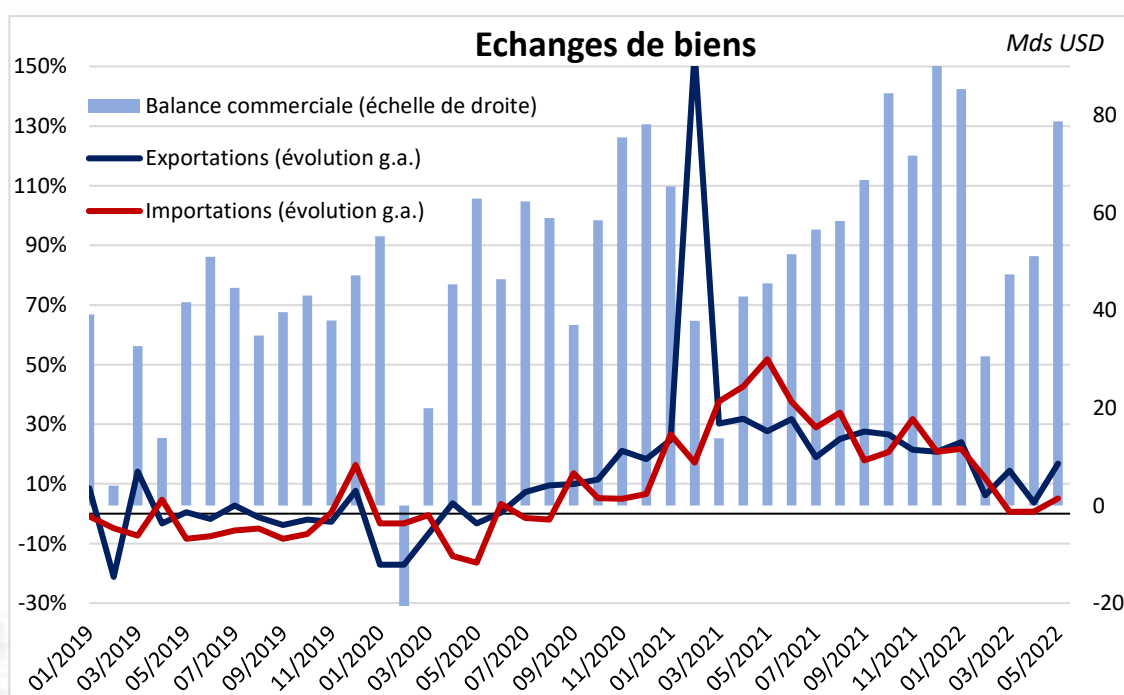
	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 6 et le 10 juin	3,7%	2,8%	3,5%	4,0%	2,1%
Depuis le 1er janvier 2022	-14,2%	-9,7%	-19,0%	-23,1%	-21,1%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Commerce extérieur : creusement de l'excédent grâce à la reprise des exportations (source : douanes chinoises)

- **+16,8 % en g.a. à 308,2 Md\$ pour les exportations de biens en mai**, après +3,7 % en avril.
Les exportations sont restées dynamiques vers les Etats-Unis (+15,8 % à 52,0 Md\$), l'ASEAN (+25,9 % à 49,3 Md\$), l'Union européenne (+20,3 % à 48,0 Md\$; dont +4,5 % à 4,0 Md\$ vers la France), et la Corée du Sud (+23,7 % à 15,5 Md\$) mais ont chuté vers Hong Kong (-10,0 % à 24,0 Md\$) et la Russie (-8,6 % à 4,3 Md\$).
Le dynamisme des exportations s'explique en grande partie par la croissance des ventes de produits mécaniques et électriques (+9,4 % à 167,7 Md\$, dont +17,6 % à 13,3 Md\$ pour les semi-conducteurs), textiles (+15,7 % à 14,0 Md\$) et de produits en fer et acier (+77,8 % à 10,7 Md\$).
- **+5,1 % en g.a. à 229,5 Md\$ pour les importations de biens mai**, après +0,7 % en avril.
Les importations ont enregistré une forte croissance en provenance des Etats-Unis (+21,2 % à 15,9 Md\$) et de la Russie (+79,6 % à 10,3 Md\$). Elles ont baissé en provenance de l'ASEAN (-2,0 % à 32,5 Md\$), de l'UE (-9,0 % à 24,8 Md\$) du fait d'une chute des importations en provenance d'Allemagne (-6,4 % à 9,9 Md\$) et de France (-22,5 % à 2,7 Md\$).
La baisse des importations de produits électriques et mécaniques (-8,4 % à 84,1 Md\$) et de produits *high-tech* (-7,2 % à 61,4 Md\$) ont été compensées par la hausse, en valeur, des achats de biens énergétiques (+81,4 % à 35,2 Md\$ pour le pétrole brut) et agroalimentaires (+12,9 % à 22,3 Md\$).
- **L'excédent commercial chinois a atteint 78,8 Md\$** (45,4 Md\$ un an plus tôt).



Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-mai 2022 (source : douanes chinoises)

	Montant (Md\$)	Evolution en g.a. (valeur USD)
Echanges totaux	2 512,1	+10,7 %
Exportations chinoises	1 402,7	+13,3 %
Importations chinoises	1 109,4	+7,5 %
Balance commerciale	293,2	augmentation de la balance commerciale de 87,8 Md\$

Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-mai 2022 (source : douanes chinoises)

Fournisseur	Montant (Md\$)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
ASEAN	159,5	14,4	+5,8 %
Union européenne	118,3	10,7	-7,2 %
dont Allemagne	46,4	4,2	-6,3 %
dont France	14,0	1,3	-10,1 %
Taiwan	102,7	10,2	+9,3 %
Corée du Sud	86,4	5,6	+7,8 %
Japon	77,7	7,0	-6,0 %
États-Unis	76,7	6,9	+4,1 %
Australie	56,5	5,1	-8,9 %
Russie	40,8	3,7	+48,6 %

Principaux clients de la Chine sur la période janvier-mai 2022 (source : douanes chinoises)

Client	Montant (Md\$)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	236,8	16,9	+14,9 %
Union européenne	226,9	16,2	+19,3 %
dont Allemagne	47,2	3,4	8,9 %
dont France	19,1	1,4	10,6 %
ASEAN	211,5	15,1	+14,1 %
Hong Kong	115,8	8,3	-9,0 %
Japon	68,8	4,9	+3,6 %
Corée du Sud	65,9	4,7	+16,3 %
Russie	24,6	1,8	+7,2 %

Commerce bilatéral : hausse des échanges sur les trois premiers mois de 2022 (source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont augmenté** sur les trois premiers mois de 2022 (+4,9 % en g.a. à 5,3 Mds EUR), à un rythme plus mesuré qu'il y'a un an (+43,0 % en g.a. sur la même période en 2021 dans un contexte de reprise). Outre la poursuite de la reprise des ventes aéronautiques (+31,5 % en g.a. à 645 MEUR), premier poste des exportations françaises (Airbus cible environ 130 avions à livrer à ses clients chinois en 2022, contre 142 en 2021), les exportations françaises de produits de luxe^[1] restent dynamiques (+10,8 % en g.a. à 1,5 Md EUR en 2022 contre 647 MEUR en 2020) alors que les touristes chinois ne peuvent que difficilement voyager en France. Les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont toutefois baissé (-9,2 % en g.a. à 849 MEUR) du fait notamment de la forte baisse des ventes de viande (-51,4 % en g.a. à 85 MEUR).
- **Les importations françaises de biens chinois ont fortement augmenté** : +31,6 % en g.a. à 19,1 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+24,6 % en g.a. à 5,2 Mds EUR ; +35,6 % en g.a. à 2,1 Mds EUR pour les ordinateurs) et d'équipements électriques et ménagers (+30,1 % en g.a. à 2,4 Mds EUR). Les importations de produits pharmaceutiques (+230,5 % en g.a. à 725 MEUR) ont également enregistré de fortes hausses.
- **En conséquence, le déficit commercial français a augmenté par rapport à 2021: +46,0 % en g.a. à 13,8 Mds EUR** (il s'est également creusé par rapport à 7,4 Mds EUR entre janvier et mars 2019).

**Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à mars 2022 :**

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	24 471	+24,7 %
Exportations françaises	5 328	+4,9 %
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>1 070</i>	<i>+29,7 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>849</i>	<i>-9,2 %</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>711</i>	<i>+23,5 %</i>
Importations françaises	19 143	+31,6 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>5 161</i>	<i>+24,6 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>2 684</i>	<i>+26,6 %</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>2 397</i>	<i>+30,1 %</i>
Balance commerciale	-13,8 Mds EUR	Augmentation du déficit de 46,0 % (+4,4 Mds EUR)

[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Industrie et numérique

Economie numérique : l'enquête de cybersécurité à l'encontre de Didi Chuxing prendrait bientôt fin

D'après le [Wall Street Journal](#), l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) serait sur le point de conclure ses enquêtes sur la cybersécurité de Didi Chuxing (VTC), Full Truck Alliance (plateforme logistique) et Kanzhun (société de recrutement).

Full Truck Alliance et Kanzhun ont déjà [repris leurs activités](#) : le 6 juin, les deux applications de Full Truck Alliance, Yunmanman et Huochebang, ont permis l'inscription de nouveaux chauffeurs sur la plateforme. De même, l'application de VTC Didi Chuxing devrait réapparaître sous peu sur les App Stores.

Si confirmée, cette décision interviendrait dans un contexte de signaux d'assouplissement de la campagne de reprise en main de l'économie de plateforme, notamment depuis l'engagement affiché de Liu He en faveur du soutien aux entreprises privées (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 16 mai 2022](#)). La reprise en main brutale du secteur numérique en 2021, dont Didi Chuxing avait notamment été un symbole (à l'instar d'Alibaba), aura néanmoins eu des conséquences non-négligeables sur ces entreprises : baisse de leur capitalisation boursière (25 Mds USD pour Full Truck Alliance et Kanzhun actuellement, contre 115 Mds USD au 1^{er} juillet 2021) ; vagues de licenciements des employés.

La CAC n'a toutefois pas annoncé formellement la fin de l'enquête de cybersécurité, ni d'éventuelles amendes infligées aux entreprises. Selon le WSJ, il est probable que les entreprises soient contraintes de céder 1% de leurs parts (*golden share*) ainsi qu'un certain degré de compétence décisionnaire à l'Etat.

En avril dernier, Didi avait annoncé son retrait du NYSE et son entrée à la bourse de Hong Kong dès la fin de l'enquête de la CAC – notamment en raison des règles désormais plus strictes d'IPO à l'étranger pour les entreprises chinoises. Fin mai, Bloomberg [annonçait](#) que FAW, constructeur à capitaux publics basé à Changchun, était en passe de prendre une participation majoritaire dans Didi pour accompagner l'entreprise dans ses efforts de mise en conformité.

Propriété intellectuelle : ASML accuse l'entreprise Dongfang Jingyuan Electron de vol de secrets commerciaux

L'entreprise néerlandaise ASML, leader mondial des équipements de lithogravure pour l'industrie des semi-conducteurs, a accusé l'entreprise Dongfang Jingyuan Electron, [de vol de secrets commerciaux](#). Selon l'équipementier néerlandais, Dongfang Jingyuan Electron Ltd serait lié à Xtal Inc., qu'ASML avait déjà attaqué en justice en 2018 pour vol de propriété intellectuelle.

Dongfang et Xtal ont été créés en 2014 par Zhongchang Yu, un ingénieur qui a quitté ASML en 2012. En 2018, deux anciens employés d'ASML, Wangyu Li et Song Lan, ont notamment été accusés d'avoir volé des millions de lignes de codes sources critiques d'un logiciel OPC (*optical proximity correction*) qui, bien que représentant 1% du chiffre d'affaires d'ASML, est indispensable à l'impression de circuits imprimés. Ils les auraient ensuite transférés à Dongfang et Xtal, société dont Song Lan est devenu vice-Président pour l'ingénierie après avoir quitté ASML en 2015. En janvier 2016, Xtal avait ensuite licencié pour 27 M USD son logiciel OPC à Samsung. Le procès de 2018 s'est soldé par une victoire d'ASML et une demande de compensation de Xtal de 845 M USD.

Les accusations à l'encontre de Dongfang ont été mises en avant dans un rapport d'ASML de février dernier. Celui-ci indique qu'en 2021, Dongfang Jingyuan Electron – entreprise estimée proche de Xtal Inc. – avait commercialisé des produits enfreignant les droits de propriété intellectuelle d'ASML.

Pour mémoire, ASML contrôle 90 % du marché mondial des équipements de lithogravure. Ces machines de lithogravures, dont le prix unitaire avoisine en moyenne 170 M USD, sont indispensables pour graver les puces les plus avancées. Alors que la Chine reste le troisième marché d'ASML, cette dernière ne peut plus y vendre ses équipements de lithogravure les plus avancés depuis 2019.

Production avancée : l'Italie bloque une prise de participation d'une entreprise chinoise au sein d'un fabricant de composants pour la robotique

Le 7 juin, le Premier ministre italien Mario Draghi a utilisé son droit de veto ou « *golden power* », afin d'empêcher la montée de l'entreprise chinoise EFORT au capital de l'entreprise italienne ROBOX, qui conçoit et produit des composants pour la robotique et les systèmes de contrôle de mouvements. Début 2022, EFORT avait annoncé monter au capital de ROBOX, à hauteur de 49 % (contre 40 % actuellement), pour 2 M EUR. Cet accord prévoyait notamment l'autorisation pour EFORT d'utiliser certains codes sources de ROBOX.

Il s'agit du septième usage du « *golden power* » du gouvernement italien depuis sa mise en place en 2012. Ce mécanisme permet au gouvernement de contrôler et de s'opposer à l'investissement d'une entité étrangère dans des industries considérées comme ayant une importance stratégique (énergie, télécommunications, santé...). A noter que, sur sept utilisations depuis 2012, six ont concerné des opérations impliquant des acteurs chinois : le dernier, en novembre 2021, avait bloqué la formation d'une coentreprise entre Zhejiang Jingsheng Mechanical et la branche hongkongaise (détenue à 100%) d'Applied Materials (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 22 novembre 2021](#)).

Jeux vidéo : 60 nouvelles licences accordées , toujours aucune pour Tencent et NetEase

Le 7 juin, l'Administration nationale de la presse et de la publication (ANPP) a approuvé l'octroi de licences pour [60 nouveaux jeux vidéo](#).

Ces nouvelles attributions de licences font suite à l'octroi de 45 licences en avril dernier. Toutefois, à l'instar des attributions d'avril, aucun jeu des leaders Tencent (51% des parts de marché chinois) et NetEase (17,5%) ne figure parmi les jeux approuvés. Ces attributions font suite à un climat de plus en plus restrictif dans le secteur des jeux vidéo depuis août 2021 (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 février 2022](#)).

Spatial : Geely met en orbite les premiers satellites de sa constellation de fourniture de services de localisation et navigation, destinée au développement du marché des véhicules autonomes

Le groupe Geely, l'un des principaux constructeurs automobiles chinois, a [annoncé](#) récemment la réussite du lancement de neuf satellites en orbite terrestre basse, depuis le centre de lancement de satellites de Xichang (province du Sichuan), dans le but d'étendre notamment ses services de positionnement et navigation pour le marché des véhicules autonomes. Ce succès succède à l'échec d'un lancement précédent (perte d'une paire de satellites en décembre 2021 lancé avec un Kuaizhou-1A). Il s'agissait de satellites GeeSAT-1 d'une durée de vie de cinq ans, fabriqués de manière autonome par Geely via sa filiale Geespace basée à [Taizhou](#) (Province du Zhejiang), disposant des autorisations nécessaires délivrées en février 2021 par la commission nationale du

développement et de la réforme (NDRC). Cette usine, qui avait bénéficié d'un investissement de l'ordre de 326 M USD, vise à moyen terme un volume de production de 500 satellites par an.

Après Tesla, Geely devient donc le second constructeur automobile à investir dans les réseaux satellitaires, avec un plan de charge de 63 autres mises en orbite d'ici 2025, en vue d'une constellation qui devrait compter 240 satellites à terme (*Geely Future Mobility Constellation*). Cependant, à la différence du groupe américain qui dispose de ses propres lanceurs (Space X) pour son réseau Starlink, Geely dépend d'autres prestataires : ses neuf premiers satellites ont été lancés via Long March 2C, lanceur de l'entreprise d'Etat *China Academy of Space Technology* (CAST, du groupe CASC).

Dans le domaine des véhicules autonomes, Geely a investi une part minoritaire (45 %) dans Jidu Auto, en coentreprise avec le groupe technologique Baidu. Cette semaine, Jidu a [présenté](#) son premier concept car doté d'un niveau d'autonomie L4.

A noter que les premiers satellites de la constellation sont annoncés par Geely comme devant également fournir des données de télédétection et de communication, et contribuer à la protection de l'environnement marin. Après une offre de service initiale sur la zone Asie-Pacifique, la société ambitionne d'étendre sa couverture au niveau mondial après 2026. Au-delà de l'automobile et des communications satellitaires, Geely serait en passe de [faire l'acquisition](#) du fabricant de smartphones Meizu.

La Chine signe un accord sur la sécurité des données avec cinq pays d'Asie centrale

Le 8 juin, la Chine [a signé](#) un accord de coopération sur la sécurité des données avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Ce texte, qui fait référence au cadre des Nations Unies, enjoint l'ensemble des pays et organisations internationales à adopter ses principes.

En réalité, les éléments sont quasiment identiques à ceux inclus dans la [Global initiative on data Security](#) (GIDS), présentée en septembre 2020 par le Ministre des Affaires étrangères Wang Yi et qui peut s'interpréter comme une réponse au « Clean network » américain. Les Etats signataires s'engagent notamment à ne pas utiliser de moyens numériques pour attaquer les infrastructures cyber des autres pays ou voler des informations, éléments qui résonnent avec les accusations répétées de la Chine envers les Etats-Unis. De même, l'implantation de portes dérobées dans les équipements numériques des entreprises, dans le but de dérober des informations, est explicitement écartée.

Certaines provisions renvoient également à la vision chinoise de la gouvernance du cyberspace. Le droit, et même la responsabilité, des Etats à assurer la protection des données personnelles et importantes pour la sécurité nationale sont affirmés. De même, les entreprises doivent se conformer aux lois des pays où elles opèrent et à transmettre des données sensibles aux autorités étrangères uniquement dans le cadre de coopérations judiciaires inter-étatiques. De telles assurances peuvent également s'interpréter comme un engagement politique visant à rassurer les pays tiers sur la sécurité des équipements et solutions chinoises, exportés notamment dans le cadre de la *Digital Silk Road*. Certains pays ont en effet écarté les fournisseurs chinois de leurs infrastructures réseaux, s'inquiétant notamment de l'article 14 de la loi chinoise sur le renseignement (2017) qui stipule que « les organisations et citoyens pertinents fournissent le soutien, l'assistance et la coopération nécessaires » aux services de renseignement chinois. L'interprétation de cette clause reste néanmoins [sujet à interprétation](#).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie : les fournisseurs de stockage d'énergie pourront participer aux marchés de l'électricité

Déjà mentionnée dans le 14^e plan quinquennal sur les nouvelles formes de stockage de l'énergie (voir Brèves du SER de Pékin - [Semaine du 21 février 2022](#)), l'annonce de la possibilité pour les fournisseurs de stockage d'énergie de participer de manière indépendante aux marchés de l'électricité a été [précisée](#) mardi par la NDRC et la NEA.

Cette mesure constitue une étape importante pour les acteurs du secteur, confrontés jusqu'à présent à une absence de modèle économique viable pour valoriser l'énergie stockée. Notamment, la plupart des gouvernements locaux imposent désormais aux producteurs d'énergies renouvelables d'associer des capacités de stockage à leurs projets éolien ou solaire qui, sans mécanisme de tarification adapté, se retrouvent en difficulté pour recouvrir les coûts associés.

Pour rappel, la Chine avait annoncé l'année dernière l'objectif d'atteindre [30 GW](#) de capacité de stockage hors hydraulique en 2025 (comprend le stockage électrochimique, le stockage par air comprimé, par volant d'inertie, par super condensateurs ou encore par hydrogène). Si cet objectif n'a pas été rappelé dans le 14^e plan sur les nouvelles formes d'énergie, State Grid annonçait en revanche au début de cette année vouloir déployer sur son réseau [100 GW](#) de stockage électrochimique (par batteries) d'ici 2030. Il ne s'agirait rien de moins que d'une augmentation de près de 3000% par rapport à la capacité en place fin 2020 (3,3 GW), qui ne représente actuellement qu'une minorité du stockage en Chine par rapport aux stations de pompage hydraulique. Ces objectifs ne seront réalisés que si de véritables incitations économiques sont mises en place pour inciter, notamment, les développeurs privés à investir, ce que la nouvelle mesure devrait contribuer à faire.

Energie : publication des règles de *trading* d'électricité verte dans les régions couvertes par State Grid

Le *Beijing Electric Power Trading Center* a publié ses « [règles de mise en œuvre pour le trading d'électricité verte](#) », valables dans les 26 provinces dépendant de l'opérateur de réseau State Grid. Étaient déjà parues en février les règles relatives au commerce d'électricité verte sur le [Guangzhou Power Exchange](#), qui concernaient les provinces contrôlées par Southern Grid. Ce nouveau document vient clarifier et uniformiser les règles régissant de telles transactions de marché, déjà mises en place dans différentes provinces.

La réglementation concerne l'échange – interprovincial ou intraprovincial – à moyen et long terme d'électricité produite à partir d'énergie renouvelable hors hydraulique (dans les faits, seuls les producteurs d'énergie éolienne et solaire volontaires participent pour l'instant au marché). Concrètement, chaque MWh d'électricité verte produit se voit attribuer un « Certificat Vert d'Électricité绿色电力证书 » unique sous forme électronique, qui pourra être échangé sur le marché. En outre, les projets d'énergie renouvelable distribués (ex : photovoltaïque sur toiture) pourront participer au marché après agrégation de leur production, ce qui pourrait débloquer un [large potentiel](#) du côté de l'offre d'électricité verte et réduire les coûts pour les consommateurs. Les entreprises désireuses de décarboner leur approvisionnement en électricité ont en effet jusqu'à maintenant été confrontées à un manque de l'offre disponible sur le marché et à des prix en moyenne plus élevés.

Le document spécifie que les projets éolien et photovoltaïque subventionnés par le gouvernement, s'ils souhaitent participer au marché, ne recevront pas de subventions sur leur production mise en vente, pour éviter de leur octroyer un avantage concurrentiel par rapport aux nouveaux projets non subventionnés.

Enfin, il est précisé que dans la phase pilote des échanges d'électricité verte, un mécanisme de contrôle des prix sera mis en place avec fixation de limites supérieure et inférieure, qui seront progressivement levées quand le marché sera mature.

Marché carbone : report de l'échéance pour le réexamen des rapports d'émissions de 2021

Le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a fait savoir dans une [circulaire](#) du 8 juin que l'échéance est reportée à fin septembre pour le réexamen des rapports d'émissions pour 2021 soumis par les « émetteurs clés » (dont les émissions annuelles dépassent un seuil déterminé). Ce report est justifié par les perturbations provoquées par la récente vague de Covid en Chine. Pour rappel, les bureaux locaux du MEE devaient initialement terminer la vérification des données d'émissions et publier une nouvelle liste des « émetteurs clés » avant le 30 juin (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 14 mars](#)). Cette dernière inclurait tous les producteurs d'électricité qui seraient couverts par le deuxième cycle de conformité.

Parallèlement, une certaine flexibilité dans le facteur d'émission a été introduite, la valeur par défaut étant révisée à la baisse (0.03085 tC/GJ contre 0.03356 tC/GJ). Les producteurs d'électricité sont autorisés à utiliser des données partiellement vérifiées, la valeur par défaut ou encore d'autres données tierces pour calculer leurs émissions en 2021 et 2022. Selon certains analystes, cet assouplissement est dû aux difficultés rencontrées lors de l'envoi des échantillons ou de la vérification sur site dans le contexte des restrictions sanitaires.

Environnement : un avis sur l'étude d'impact sur l'environnement des grands projets allège les procédures environnementales pour relancer l'investissement dans les infrastructures

Le Ministère de l'Ecologie et de l'Environnement a publié un [avis](#) sur les études d'impact sur l'environnement des grands projets, visant à en optimiser et standardiser le processus d'approbation. Ces « grands projets » sont définis dans le 14^e plan quinquennal et incluent notamment des projets concernant les transports, l'eau, l'énergie et les industries de haute technologie. L'avis s'inscrit dans la volonté du gouvernement chinois d'un renforcement des investissements dans les infrastructures, qui avait notamment fait l'objet de la dernière réunion de la commission financière et économique centrale (voir [brèves du SER de Pékin du 25 avril 2022](#)).

Afin d'optimiser le processus, l'avis prévoit plusieurs nouvelles mesures. La première est le regroupement de projets similaires au sein d'une même entité administrative afin de garantir une « homogénéité » et l'« efficacité » des approbations. La deuxième mesure est la fin de la prise en compte des émissions des polluants dans l'approbation des projets, sous réserve de la mise en œuvre stricte des mesures de prévention et de contrôle de la pollution. En effet, selon le MEE, ces projets émettent de très petites quantités de polluants, et l'étude d'impact ne serait donc pas nécessaire. Selon [China Dialogue](#), cet avis concernerait les polluants tels que le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote ainsi que les polluants de l'eau. Cependant, le méthane et le dioxyde de carbone ne seraient pas concernés. La troisième mesure concerne les projets de transports ferroviaires urbains, dont l'évaluation de l'étude d'impact sur l'environnement sera effectuée en même temps que celle de l'aménagement, accélérant ainsi la procédure d'approbation.

Transport aérien : légère reprise du trafic à l'occasion des fêtes des « Bateaux-dragons » et restauration progressive d'activité pour les aéroports de Shanghai et la compagnie China Eastern

Selon le cabinet [VariFlight](#), 15 100 vols de passagers ont été comptabilisés pendant les fêtes des Bateaux-dragons (3-5 juin), soit -54% par rapport à l'an dernier. Depuis la mise en œuvre du déconfinement début juin, les aéroports de Shanghai (Pudong et Hongqiao) permettent davantage de liaisons, avec 66 vols passagers intérieurs et 42 vols internationaux opérés pendant les fêtes. De son côté, le groupe China Eastern, dont le volume d'activité a été entravé par le confinement strict de Shanghai pendant les deux derniers mois ainsi que par les effets du crash mortel du Boeing 737-800 du vol MU5735 en mars (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 21 mars](#)), a [annoncé](#) le retour en flotte de 132 appareils sur les 236 cloués au sol, après finalisation des audits de sécurité d'ici fin juin, afin d'être en mesure de proposer des capacités pour la demande estivale de voyage. A noter enfin que conformément aux annonces récentes sur les aides financières gouvernementales au transport aérien, une première tranche de subventions d'équilibre pour l'aide à l'exploitation des liaisons intérieures cet été a été débloquée, soit 3,3 Mds CNY (465 M EUR), sur une enveloppe globale pour la période estimée à 13 Mds CNY (1,8 Mds EUR) (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 23 mai](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : vers un retour à la normale du port de Shanghai

D'après le bureau [maritime](#) de Shanghai, le volume de fret maritime au port de Shanghai aurait augmenté depuis le déconfinement de la ville et serait revenu à plus de 90% du niveau normal. Le flux journalier de conteneurs au port aurait dépassé 119 000 EVP depuis début juin. Au terminaux de Shanghai Yangshan, le volume quotidien moyen des déclarations d'exportation pendant le confinement était de 7 000, mais depuis le 1er juin, ce volume est passé à 11 000 déclarations, soit une augmentation de plus de 50 %. À l'heure actuelle, le délai d'attente [moyen](#) des porte-conteneurs pour obtenir un quai a été ramené de 48 heures à 24 heures. Avec la reprise du travail et de la production à Shanghai, les entrepôts de consolidation du fret devraient fonctionner à pleine capacité durant le mois de juin.

Shanghai : 30 mesures pour accélérer la reprise économique du district de Qingpu

Afin d'accélérer la reprise économique, le district de Qingpu cherche à améliorer son environnement commercial à travers 30 mesures et des signatures de projets, notamment des mesures destinées à renforcer la confiance des entreprises à capitaux étrangers. Un mécanisme de conférence trimestrielle sous forme de table ronde entre les autorités gouvernementales et les entreprises étrangères sera mis en place pour les aider à résoudre leurs problèmes. Le district a également créé un premier fonds d'un montant total de 18,8 millions de CNY pour aider les entreprises à surmonter les difficultés de la crise. Les exemptions de loyer pour les PME et autres entreprises touchées par la résurgence du COVID-19 s'élèveraient à environ 58 millions de CNY. Un lot de 48 projets commerciaux d'une valeur totale de plus de 21 milliards de CNY a été signé le lundi 6 juin par le district de [Qingpu](#). En particulier, neuf d'entre eux porteraient sur l'économie numérique, sept sur la biomédecine et certains autres concerneraient des fonds spéciaux alloués par le gouvernement du district pour soutenir le développement des sièges régionaux des sociétés multinationales.

Delta du Yangté : l'industrie du tourisme durement frappée par la pandémie

Afin d'illustrer la reprise du tourisme culturel dans la région du delta du Yangté, les bureaux concernés du [Jiangsu](#) et du [Zhejiang](#) ont publié les chiffres du week-end prolongé du festival des bateaux dragons (3 au 5 juin) en les comparant aux chiffres du mois de mai. Cette amélioration sur un mois est à mettre en perspective avec la forte baisse des flux touristiques par rapport à l'année 2021. À l'échelle [nationale](#), les données du ministère de la Culture et du Tourisme montrent, pendant cette même période, une baisse de 10,7 % du nombre des voyageurs et de 12,2 % des recettes du tourisme domestique par rapport à l'année précédente. Ces résultats se reflètent dans les données publiées par la ville de [Shanghai](#), qui indiquent que les flux de voyageurs entrants et sortants ont chuté de 92,75 % et 96,28 %, respectivement, par rapport à la même période de l'année dernière.

Shanghai : Pudong devrait attribuer plus de 15 millions de CNY d'aides au secteur du contrôle qualité et de la certification

Ces dernières années, le développement des contrôles de la qualité et de la certification a gagné en importance à Pudong. Depuis la création d'une zone dédiée à Pudong (« zone de démonstration de la plateforme nationale de services publics de test et de certification »), le nombre d'institutions chinoises et étrangères spécialisées dans les essais et la certification est passé de 144 à 272, certaines de ces entreprises étant des acteurs reconnus dans

ce domaine (Intertek, Bureau Veritas, China Inspection Group Shanghai Branch, China Quality Certification Center Shanghai Branch). Le chiffre d'affaires de la zone est passé de 3,4 à 7 milliards de CNY en 2021. Au cours de la période du 13^e plan quinquennal, 20 millions de RMB d'incitations financières cumulées ont été accordés aux institutions de la zone ayant obtenu des résultats exceptionnels en matière d'accréditation de laboratoires et d'élaboration de normes. Le 14^e plan quinquennal (2021-2025) incite les entreprises à investir davantage dans la création de marques, l'amélioration de la qualité, la normalisation, l'inspection et les projets d'essais, et à s'engager dans la voie du développement de la qualité et de l'efficacité. Pour soutenir ce secteur, Pudong devrait attribuer plus de 15 millions de CNY d'aides aux entreprises. Pour bénéficier de ces aides, les déclarations de projets peuvent être déposées jusqu'au 15 juillet 2022 et des mesures de facilitation pour améliorer l'évaluation en ligne et en présentiel des dossiers ont été adoptées. Les règles relatives à cet appel à projets ont été publiées le 2 juin sur le site officiel du Bureau de supervision du marché de la nouvelle zone de Pudong.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emissions obligataires : le gouvernement chinois réalisera pour 23 Mds RMB (3,43 Mds USD) d'émissions obligataires à Hong Kong en 2022

Le ministère des finances chinois a annoncé par voie de communiqué s'apprêter à émettre pour 23 Mds RMB (3,43 Mds USD) d'obligations à Hong Kong au cours de l'année. Ces émissions seront réalisées en quatre phases, 3 obligations d'un montant de 2,5 Mds RMB chacune le 15 juin (maturité de 2, 3 et 5 ans), puis trois autres phases d'un montant total de 5 à 5,5 Mds RMB chacune.

Cathay Pacific : renouvellement du prêt-relais du gouvernement hongkongais

Cathay Pacific a annoncé avoir obtenu le 7 juin 2022 un nouveau renouvellement de 12 mois du prêt-relais (« *bridge-loan* ») de 1 Md USD initialement accordé le 9 juin 2020 par le gouvernement dans le cadre d'un plan de recapitalisation de 5,2 Mds USD. Fin 2021, Cathay Pacific disposait d'un niveau de liquidités atteignant 30,3 Mds HKD (3,9 Mds USD), en hausse de 6% par rapport à fin 2020. Les récents allègements des restrictions aux frontières et sur les compagnies aériennes devraient en outre permettre à Cathay de réduire son rythme de consommation de trésorerie selon Cathay Pacific à 500 M HKD par mois (64 M USD), contre 1 à 1,5 Mds HKD (130 à 190 M USD) précédemment.. La compagnie a par ailleurs annoncé le 26 mai la réembauche de centaines de membres d'équipage de cabine précédemment licenciés. Elle a également relancé son programme de formation de cadets en mars 2022 (280 élèves formés en 2022 et 1000 d'ici 2025).

Coût de la vie : Hong Kong demeure la ville la plus chère au monde pour les expatriés

Le cabinet de conseil en ressources humaines [ECA International](#) a une nouvelle fois placé Hong Kong en tête des villes les plus chères au monde pour les expatriés, devant New York, Genève, Londres et Tokyo. Shanghai et Canton se classent respectivement 8^{ème} et 9^{ème}. Hong Kong maintient son rang malgré une inflation moins élevée que dans les autres villes du classement : 3% en g.a en mars à Hong Kong selon ECA International (panier de biens de consommation reflétant les habitudes des expatriés), contre 5,8% en moyenne dans les autres villes suivies par le cabinet de conseil. L'inflation mesurée par le département des statistiques et du recensement hongkongais s'élevait de son côté à 1,6% en g.a au mois d'avril.

Macao

Mesures sanitaires : réduction de la quarantaine à l'hôtel pour les résidents de retour à Macao de 14 jours à 10 jours

Le gouvernement de Macao a annoncé le 9 juin la réduction dans les prochains mois de la quarantaine à l'hôtel pour les résidents macanais à leur retour de voyage (hors Chine) de 14 jours à 10 jours, suivi par 7 jours d'auto-surveillance médicale.

Pour mémoire, les visiteurs chinois sont exemptés de quarantaine à Macao mais doivent présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Relation UE Taiwan : organisation d'un premier dialogue économique bilatéral à haut niveau

[La ministre de l'économie, Mme WANG Mei-Hua, a co-présidé, le 2 juin, avec son homologue européen, Mme Sabine Weyand, Directrice générale du Commerce de la Commission européenne \(DG Trade\), un Dialogue économique UE Taiwan sur le Commerce et l'Investissement](#) Les deux parties ont évoqué la sécurisation des chaînes d'approvisionnement (semi-conducteurs), le renforcement de la coopération dans l'industrie éolienne offshore et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Les discussions ont aussi porté sur la mise en place d'une plateforme pour densifier la coopération dans les secteurs stratégiques tels que le commerce, l'investissement et la R&D, notamment dans les semi-conducteurs. Aucune mesure concrète n'a toutefois été annoncée à ce stade par les deux parties. Selon les statistiques du BOFT, l'UE reste le cinquième partenaire commercial de Taiwan, en 2021, avec un montant de 68,7 Mds USD en progression de 32,4% par rapport à 2020. Par ailleurs, l'UE demeure le premier investisseur étranger à Taiwan avec un stock de 62,4 Mds USD en 2021 ; le BOFT a également indiqué que le montant des investissements taiwanais dans l'UE s'élevait à 5,4 Mds USD au cours des dernières années (de 2016 à 2021), représentant 66,8% du stock de ses investissements en Europe.

Semi-conducteurs : TSMC confirme un CAPEX de 40 à 44 Mds USD en 2022

Lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue à [Hsinchu le 8 juin](#), TSMC a confirmé un CAPEX de [40 à 44 Mds de USD](#), en 2022. Ces investissements permettront d'augmenter la production des semi-conducteurs les plus avancés (7, 5, 3 et 2 nanomètres). Les revenus de TSMC qui ont progressé de 24,9%, en 2021, devraient connaître [une augmentation de 30%](#) en 2022. S'agissant d'un possible investissement du groupe en Allemagne ou en Italie, le président du groupe, Mark LIU, a indiqué qu'une évaluation était toujours en cours sur l'Europe, en rappelant par ailleurs qu'un des critères essentiels, relatif au choix d'une implantation à l'international, était de satisfaire la demande de ses clients comme c'était le cas pour ses projets en cours au Japon et aux Etats-Unis. Compte tenu de l'avance technologique de TSMC, Taiwan se retrouve au centre des nouvelles initiatives lancées récemment par les USA et l'UE pour sécuriser les chaînes d'approvisionnements en produits stratégiques.

Inflation : l'indice des prix à la consommation a connu une nouvelle hausse en mai

D'après les dernières statistiques de la DGBAS, [l'indice des prix à la consommation \(CPI\) a progressé de 3,39% en mai en glissement annuel](#). Il dépasse ainsi 3% pour le troisième mois consécutif et atteint son plus haut niveau depuis août 2012 (3,42%). Ce taux s'explique notamment par la hausse des prix alimentaires qui ont progressé, par rapport à mai 2021, de 7,4%, contre 6,91% en avril : le prix des œufs augmente de +27,98%, suivi des légumes (+22,12%), des fruits (+16,55%), des viandes (+7,88%) et des poissons et fruits de mer (+7,23%). La DGBAS a souligné que [les dépenses en restauration hors domicile \(Food Away from home\) progressaient de 5,8% en glissement annuel, un record jamais observé depuis plus de 10 ans](#). Parmi les autres catégories de produits, le prix des « transports et communications » progresse également de 4,59%, en raison de la hausse du prix des « carburants et lubrifiants » (+12,62%) et des pièces automobiles (+5,12%). Sur les cinq premiers mois de 2022, l'indice des prix à la consommation augmente de +3,04% du fait de la hausse du prix des commodités (+4,15%) et des services (+2,34%). L'inflation hors fruits, légumes et énergie (Core CPI) atteint 2,33%.

Réserves de change : Taïwan progresse au 4^{ème} rang mondial

La banque centrale de Taïwan (CBC) a récemment annoncé que [les réserves de change ont atteint 548,8 Mds USD fin mai 2022, soit une augmentation 3,7 Mds USD par rapport au mois d'avril](#). La CBC attribue cette progression à la bonne gestion des réserves en devises et indique que par rapport au USD, la plupart des monnaies étrangères se sont appréciées au mois de mai, y compris l'euro (+2,27%), le yen japonais (+1,99%) et la livre sterling (+1,07%). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers atteignaient 629 Mds USD fin février, représentant 115% du montant des réserves de change. Selon la CBC, [Taiwan se place au quatrième rang mondial en termes de réserves de change](#), derrière la Chine, le Japon et la Suisse.

Commerce extérieur : hausse continue des exportations en mai

Selon les statistiques du ministère des Finances (MOF) [les exportations taïwanaises s'établissent à 204,4 Mds USD sur les cinq premiers mois de 2022, en hausse de 20,1% en glissement annuel](#), notamment vers la Chine (81,6 Mds USD, soit +12,6%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (34,1 Mds USD, +23,4%), les Etats-Unis (31,2 Mds USD, +29,9%), l'Europe (17,3 Mds USD, +20,1%) et le Japon (13,4 Mds USD, +19,4%). Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île, avec un montant de 83,7 Mds USD, soit une hausse de +30,4% par rapport à la même période de l'année précédente; les autres secteurs de l'industrie taïwanaise progressent également, tels que les produits de télécommunication (25,8 Mds USD, +12,4%), les produits métallurgiques (16,6 Mds USD, +24,8%), les plastiques (12,2 Mds USD, +1,3%) et les machines (12,1 Mds USD, +10,3%). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (41% du total). Les importations qui représentent 181,4 Mds USD, augmentent de 26% par rapport aux cinq premiers mois 2021 ; celles de produits électroniques (44,1 Mds USD, +27,2%) progressent, tout comme les produits minéraux (32,9 Mds USD, +69,1%), les machines et équipements (18,4 Mds USD, +11,5%), les produits chimiques (16,6 Mds USD, +26,8%) et les produits métallurgiques (13,7 Mds USD, +31,3%). La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taïwan (20,6% du total, +15,3%), suivie du Japon (13,1%, +8,8%), des pays d'ASEAN (12,3%, +25,1%), de l'Europe (11,6%, +19%) et des USA (10,4%, +21,8%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan chute de 12,1% à 23 Mds USD.

TIC : le confinement en Chine impacte les livraisons de Mediatek

D'après un rapport de Cinno Research, les mesures de confinement à Kunshan, Shanghai et Suzhou, et [la hausse de l'inflation](#) ont eu un impact négatif [sur la demande de smartphones](#) en Chine. Les livraisons de SoC (system on chip) ont chuté de 21,6% en avril à 17,6 M d'unités et de 12,1% par rapport à mars 2022. Parmi les cinq plus grands fournisseurs, le taïwanais Mediatek, leader sur le marché chinois des puces 5G, accuse une baisse en g.a. de 9% avec 7,3 M unités vendues, alors que le N°2 Qualcomm décline de 22,5% avec 6,2 M unités. Apple, avec 3 M unités, baisse plus modérément à 3,5% toujours en glissement annuel en raison du succès de l'iPhone 13. [Ces trois groupes détiennent plus de 94% de parts de marché sur ce segment](#). Quant aux deux autres grands fournisseurs chinois, HiSilicon et Unisoc, ils connaissent une baisse importante de 83% et 606% chacun. Pour mémoire, [Mediatek a fêté ses 25 ans](#) en 2022. Le groupe, qui compte 19 000 employés et 36 implantations dans le monde, a généré un chiffre d'affaires de 142,7 Mds TWD (environ 4,6 Mds EUR) au T1 2022, en progression de 32% par rapport T1 2021, et anticipe une hausse de 20% sur l'ensemble de l'année.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Mongolie

Croissance économique : les prévisions de croissance du PIB en baisse.

Alors que les prévisions de croissance pour 2022 étaient à 7% l'an dernier, les institutions internationales estiment à présent qu'elle évoluera entre 1% et 2,5% sur l'année. Cette révision s'explique principalement par la fermeture récurrente de la frontière chinoise, par laquelle transite 90% des exportations mongoles. Malgré la hausse des cours des matières premières (qui représentent entre 70 et 80% des exportations mongoles et 50% du PIB), l'économie s'est contractée de 3,8% au 1^{er} trimestre 2022. L'inflation demeure par ailleurs élevée, avec une moyenne à 15% en 2022, bien au-delà de la cible de la banque centrale (6%+/-2%) qui ne devrait pas être atteinte avant 2023.

Secteur bancaire : introduction en bourse des cinq principales banques repoussée.

A la demande du FMI ainsi que plusieurs acteurs locaux et étrangers, les autorités mongoles ont repoussé d'un an l'obligation d'ouverture du capital des cinq principales banques, qui devait intervenir avant le 30 juin 2022. Un amendement sur loi du secteur bancaire adopté par le parlement en janvier 2021, avait envisagé cette date pour l'entrée en bourse des banques commerciales systémiques de Mongolie. Cependant le marché ne semble pas en mesure d'absorber des introductions en bourse de cette ampleur et par ailleurs l'audit des comptes et des bilans de ces banques n'est à ce jour pas terminé.

Secteur énergétique : situation précaire et inauguration de nouvelles centrales à charbon

Le ministre de l'Énergie a de nouveau tiré la sonnette d'alarme sur la situation extrêmement précaire du système énergétique mongol. Les capacités de production théoriques sont sans cesse dépassées par les centrales existantes, jusqu'à plus de 20% dans certains cas, ce qui laisse craindre un accident majeur sur l'une des centrales occasionnant de fait une rupture quasi immédiate de la production électrique et des réseaux de chaleur.

Malgré les engagements de la Mongolie lors de la COP26 ainsi qu'une pression publique contre l'ultra prédominance du charbon dans le mix électrique, alors que le pays est riche de ressources renouvelables, les travaux d'inauguration de plusieurs nouvelles centrales à charbon ont été maintenus au cours du mois de mai pour les capitales de provinces. Grâce à un prêt coréen, 10 nouvelles centrales à charbon de petites et moyennes capacités seront prochainement construites pour alimenter les réseaux de chaleur. Dans les provinces du Khenti (30Gcal/h), de Sukhbaatar (20Gcal/h) et de Bayankhongor (30Gcal/h), les travaux ont démarré.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance
Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr